



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Marché n° 2026-002-00-00
**Location de longue durée de véhicules type utilitaires et réalisation
de prestations associées au profit de la présidence de la
République**

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert

Articles de la procédure concernée :

Articles L 2124-2, R 2124-2-1° et R 2161-2
à R 2161-5 du code de la commande
publique

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	3
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE III – DESCRIPTION DES PRESTATIONS FAISANT L’OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE IV – DURÉE ET DÉLAI D’EXÉCUTION.....	3
ARTICLE V – CONDITIONS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE VI – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
6.1 - OBLIGATION DE RÉSULTAT	4
6.2 - OBLIGATIONS CONCERNANT LE PERSONNEL.....	4
6.3 - OBLIGATIONS DE DISCRÉTION - CLAUSES DE SÉCURITÉ ET DE CONFIDENTIALITÉ	4
6.4 - OBLIGATION D’ASSURANCES	5
6.5 - OBLIGATIONS LÉGALES.....	5
ARTICLE VII – OBLIGATIONS DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	6
ARTICLE VIII – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	6
ARTICLE IX – PÉNALITÉS ET EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	6
9.1 - PÉNALITÉS.....	6
*DÉLAI INDIQUÉ DANS L’OFFRE TECHNIQUE DU TITULAIRE.	6
9.2 - RÉFACTION POUR MAUVAISE EXÉCUTION	6
9.3 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	7
ARTICLE X – NATURE ET CONTENU DES PRIX	7
10.1 – GÉNÉRALITÉS	7
10.2 - CONTENU DES PRIX.....	7
10.3 – RÉVISION DES PRIX	8
ARTICLE XI – ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	9
ARTICLE XII – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	9
ARTICLE XIII – AVANCES	10
ARTICLE XIV – CHANGEMENTS AFFECTANT L’OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE	10
ARTICLE XV – SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE XVI – CESSION OU NANTISSEMENT	10
ARTICLE XVII – RÉSILIATION, LITIGES ET CONTENTIEUX.....	10
ARTICLE XVIII – PRESTATIONS SIMILAIRES.....	11
ARTICLE XIX – DÉROGATIONS AU CCAG/FCS	11

ARTICLE I – Objet et caractéristiques du marché

Le présent marché a pour objet la **location de longue durée de véhicules type utilitaires et réalisation de prestations associées** au profit de la présidence de la République.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique.

Il est conclu à prix global et forfaitaire, conformément aux dispositions de l'article R.2112-6 du Code de la commande publique. Le prix couvre l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution complète du marché, telles que définies dans les documents contractuels.

ARTICLE II – Documents contractuels

Les pièces contractuelles, composant le marché sont par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - annexe 1 à l'acte d'engagement : annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 au CCAP : engagement de confidentialité ;
 - annexe 2 au CCAP : accord de confidentialité ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de la présidence de la République fait seul foi. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE III – Description des prestations faisant l'objet du marché

Les spécifications techniques des fournitures et prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CTP).

ARTICLE IV – Durée et délai d'exécution

La durée du marché débute à compter de la notification du marché.

La durée totale du marché comprend :

- Le délai nécessaire à la livraison des véhicules ;
- La durée de location des véhicules, d'une durée ferme de 48 mois, à compter de la date de livraison des véhicules.

La date de de livraison est la date de réception des trois (3) véhicules. Aussi, la signature du procès-verbal de réception des trois (3) véhicules déclenche le commencement d'exécution de la durée de location.

En cas de résiliation du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues au marché pendant la période allant de la notification de résiliation jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

À défaut, et après une mise en demeure restée infructueuse, le marché sera résilié à ses torts et les prestations non effectuées seront réalisées aux frais du titulaire par une autre société désignée par la présidence de la République dans les conditions fixées à l'article 9.3 du présent document.

ARTICLE V – Conditions d'exécution du marché

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement ou partiellement la commande dans les délais prévus. L'impossibilité du titulaire de respecter les délais contractuels peut entraîner l'exécution du marché à ses frais et risques, voire, en cas de non-respect répété, la résiliation de l'accord-cadre.

Aucune dérogation aux délais d'exécution ne sera accordée, sauf en cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles. Dans ce cas, les demandes de sursis d'exécution ou de prolongation de délai d'exécution sont adressées au représentant du pouvoir adjudicateur. La décision en matière de prolongation du délai de livraison est prononcée par la présidence de la République.

ARTICLE VI – Obligations du titulaire

6.1 - Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** pour l'exécution des prestations objets du présent marché et sous réserve de causes imputables à la présidence de la République.

Cette obligation concerne notamment le respect de la qualité des prestations exécutées et des fournitures proposées, le respect des horaires et délais prévus, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à prendre toute mesure permettant d'assurer la bonne exécution permanente de la prestation.

Le titulaire a la charge de toutes les formalités relatives aux livraisons. Le titulaire déclare disposer pour ses véhicules et les moyens logistiques de l'ensemble des agréments et certifications nécessaires.

6.2 - Obligations concernant le personnel

Dès la notification du marché, le titulaire désigne, parmi ses personnels, un correspondant qui sera l'unique interlocuteur de la présidence, pour la réalisation des prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Il rend compte à la présidence des interventions des équipes du titulaire.

Le correspondant désigné et le personnel du titulaire nécessaires à la réalisation des prestations confiées doivent recevoir l'accréditation de la présidence de la République.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux où il intervient. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour la personne publique ou les tiers.

Le titulaire fournit une liste des véhicules susceptibles d'accéder aux sites indiqués par la présidence dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage, en cas de nécessité et pour quelque cause que ce soit, à remplacer dans les meilleurs délais le personnel initialement désigné et après accord de la présidence, par un personnel aux qualifications équivalentes. Il est entendu que ce changement doit être autorisé par la présidence et qu'il n'a aucune incidence sur le montant des prestations.

6.3 - Obligations de discrétion - Clauses de sécurité et de confidentialité

Autorisation d'accès : les personnels du titulaire (et ses éventuels sous-traitants) qui ont accès aux locaux de la présidence de la République doivent être titulaires d'une accréditation, délivrée selon la procédure en vigueur à la présidence de la République. Les personnels sont soumis pendant leur séjour

aux règles spécifiques concernant les personnels extérieurs et respectent les consignes de sécurité en vigueur à la présidence de la République. Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire du marché doit rencontrer le commandement militaire pour un rappel des règles de sécurité. Il remet à cette occasion l'accord de confidentialité signé par le titulaire du marché (voir annexe 1) et les engagements de responsabilité (voir annexe 2) signés par les personnels du titulaire et les éventuels sous-traitants qui interviendront au Palais de l'Elysée. La présidence de la République peut retirer son autorisation à tout moment sans énoncer ses motifs. Le titulaire s'engage à proposer d'autres personnes de niveau équivalent jusqu'à acceptation de celles-ci par la présidence de la République. Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par ses collaborateurs, société-mère, filiales et sous-traitants éventuels.

Le personnel du titulaire (et ses éventuels sous-traitants), susceptible, en fonction de la prestation, de vouloir accéder à la présidence, fournit dans les délais les plus rapides les informations nécessaires en ce qui concerne les véhicules (type de véhicule et plaques d'immatriculations, photocopies des pièces d'identité valides des conducteurs s'ils ne sont pas déjà accrédités). Cet accès est soumis à la validation du commandement militaire. En cas d'acceptation, le personnel accrédité du titulaire se soumet à toutes les mesures de sécurité, y compris les différentes inspections des véhicules et du matériel transporté. Tout manquement à cette clause pouvant entraîner un retard dans l'exécution des prestations demandées au titulaire lui serait imputé et il se verrait appliquer d'office les pénalités prévues au présent CCAP.

Utilisation du matériel de la présidence : les personnels du titulaire ne sont autorisés à utiliser le matériel de la présidence de la République qu'en présence d'un agent de la présidence et après accord formel de celui-ci. Dans ce cas, le titulaire est responsable de la bonne utilisation des matériels mis à sa disposition.

Règles générales de confidentialité : le titulaire s'interdit de manière générale de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de quelque nature que ce soit qui lui auront été communiquées par la présidence de la République, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Les informations de la présidence de la République et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans une autorisation préalable expresse et écrite accordée par la présidence de la République.

Aucune copie des informations détenues par la présidence de la République ne peut être effectuée par le titulaire, sauf autorisation préalable expresse et écrite accordée par la présidence de la République. La réalisation d'une copie sans autorisation est considérée par la présidence de la République comme une violation des dispositions relatives au respect du secret dans l'exécution de la prestation. Le titulaire demande expressément l'accord de la présidence de la République avant de la citer dans ses références commerciales. En cas de violation de ces dispositions, du marché peut être résilié de plein droit par la présidence de la République sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du titulaire ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire des mesures de sécurité, même dans les cas où ils résultent d'une imprudence ou d'une négligence, est considéré comme une faute pouvant conduire la présidence à résilier sa commande aux torts et aux frais et risques du titulaire, sans que celui-ci ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice des réparations éventuelles qui lui seront demandées par la présidence.

6.4 - Obligation d'assurances

Les dispositions relatives à l'obligation d'assurance sont celles indiquées dans l'article 9 du CCAG-FCS.

6.5 - Obligations légales

Le titulaire et ses sous-traitants sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives aux droits du travail et de la sécurité sociale.

Le titulaire a l'obligation de fournir spontanément à la présidence de la République tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à D.8254-4 du Code du travail.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, la présidence pourra résilier le marché aux torts du titulaire, sans indemnités.

ARTICLE VII – Obligations de la présidence de la République

La présidence de la République communique au titulaire :

- les conditions d'accessibilité des sites et les règles de sécurité en vigueur ;
- les coordonnées d'un interlocuteur.

ARTICLE VIII – Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux dispositions prévues au CCAG/FCS.

La présidence vérifiera que les véhicules et les prestations sont conformes aux stipulations du marché.

ARTICLE IX – Pénalités et exécution aux frais et risques

9.1 - Pénalités

Cet article déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro. **Les pénalités sont cumulables entre elles et sont imputées de droit sur les factures du titulaire sans mise en demeure préalable.**

Fait générateur	Mode de Calcul ou montant de la pénalité
Pénalité pour retard de livraison des véhicules*	$P = V \times R / 1000$ dans laquelle : P = montant de la pénalité V = valeur globale de la location sur la durée du marché du ou des véhicule(s) concernés, R = nombre de jours calendaires de retard
Pénalités pour délai d'intervention d'assistance aux véhicules*	10% du loyer mensuel x nombre d'heures de retard
Retard dans la réalisation de la visite de maintenance*	100 € par jour de retard
Retard dans le changement des pneumatiques à la demande de la présidence	100 € HT par jour de retard

*Délai indiqué dans l'offre technique du titulaire.

9.2 - Réfaction pour mauvaise exécution

Cet article déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Lorsque pour la réalisation d'une prestation, une ou des non-conformité(s) sont constatée(s), une

réfaction de prix pourra être appliquée. La réfaction est proportionnelle au nombre et à l'importance des non-conformités constatées. Ces non-conformités sont constatées à la réception des prestations et portées au bon de réception. Le montant des réductions est indiqué au titulaire par mail ou courrier dans les 5 jours ouvrés suivant la réception. Le titulaire dispose alors de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations. Ce délai passé, le montant des réductions est considéré comme accepté par le titulaire.

Les réductions et les pénalités viendront en déduction de la facture suivant leur constatation. En cas de non prise en compte par le titulaire du marché lors de la facturation, la présidence effectuera elle-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

9.3 - Exécution aux frais et risques

De manière générale, toute prestation, mal exécutée ou exécutée avec retard, donnera lieu à des opérations correctrices dans les délais définis conjointement par le titulaire et les représentants de la présidence.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la présidence se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE X – Nature et contenu des prix

10.1 – Généralités

Le marché est traité à prix global et forfaitaire en application de l'article R 2112-6 du code de la commande publique.

10.2 - Contenu des prix

Les prix sont exprimés en euro.

Sauf stipulation contraire, les prix comprennent notamment :

- Pour les fournitures :
 - la livraison de la fourniture dans les conditions prévues dans les pièces contractuelles,
 - les manutentions éventuelles,
 - le kilométrage illimité,
 - la garantie éventuellement attachée à la fourniture livrée aux termes du présent marché ou de la documentation fournie par le titulaire, et notamment le remplacement de tout exemplaire d'une fourniture livré et déclaré défectueux par un exemplaire neuf,
 - les vérifications consécutives à la livraison de la fourniture,
 - la réparation, par le titulaire, des dommages éventuels qu'il aurait causés lors de la livraison ;
- Pour les prestations de service :
 - l'exécution de la prestation commandée par la présidence dans les conditions prévues au marché,
 - la main d'œuvre,
 - les frais éventuels de transport ou de déplacement (hébergement, alimentaire, sanitaire et autres) du personnel du titulaire en France ou sur les sites de la présidence,
 - les éventuelles vérifications à la charge du titulaire aux termes du présent marché consécutivement à l'exécution de la prestation,
 - la réparation, par le titulaire, des dommages éventuels qu'il aurait causés lors de l'exécution de la prestation.

10.3 – Révision des prix

Le prix de la location des véhicules listées dans l'annexe financière à l'acte d'engagement est révisable.

Le prix initial indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement est réputé établis sur la base des conditions économique du mois de la remise des offres. Le mois est appelé "mois zéro".

Ce prix est révisable annuellement pendant la durée de validité du marché au maximum une fois par an, à la demande du titulaire ou à l'initiative de la présidence, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,25 + (0,75 \times (I / I_0))]$$

P = prix révisé

P₀= prix initial

I =valeur de l'indice en vigueur au mois d'établissement des prix

I₀ = valeur de l'indice connue à la date de révision des prix

Cette révision s'effectue par référence à l'indice suivant :

Indice INSEE : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 77.11 – Location et location bail de voitures et véhicules automobiles légers- Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant [010766780](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1111111).

L'indice INSEE est publié chaque mois sur le site de l'INSEE (www.insee.fr). En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire l'indice de remplacement publié, ou si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les prix révisés ne seront valables que pendant les douze mois suivants.

Clause de sauvegarde : L'administration se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité à verser au profit du titulaire, si l'augmentation de prix appliquée par le titulaire est supérieure à 4 % par rapport aux tarifs en vigueur à la date de notification du marché.

Le titulaire garantit la présidence qu'en aucune circonstance les prix des produits facturés n'excéderont ceux qu'il applique dans les mêmes circonstances à l'ensemble de sa clientèle.

Communication des prix révisés : le titulaire fait une demande de révision des prix au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, celle-ci doit parvenir par courriel à dirop.financier@elysee.fr ou par lettre recommandée avec avis de réception à : Présidence de la République - Cellule d'appui administrative DIROP - 55 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Cette demande est accompagnée du nouveau tarif, d'une note explicative de l'évolution du tarif, ainsi que, le cas échéant, des prix publics du titulaire ayant connu une évolution. Trente jours avant la date anniversaire de l'accord-cadre, la présidence transmet par courrier son accord ou son refus (en cas notamment de dépassement de tarif ou de retard dans les délais de transmission à la présidence). Le silence gardé par la présidence ne vaut pas acceptation.

ARTICLE XI – Etablissement des factures

Le paiement des prestations s'effectue après service fait, sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les factures et les pièces justificatives doivent être déposées dans le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr> en saisissant impérativement :

- le numéro d'engagement juridique (numéro du marché ou du bon de commande) ;
- le code service ; le numéro SIRET de la présidence ;
- le numéro de marché.

Chaque facture porte les mentions légales et les indications ci-dessous :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la date d'émission de la facture ;
- le numéro du marché ;
- le numéro et la date du/des bons de commande ;
- la domiciliation des paiements (BIC, IBAN et domiciliation) ;
- la désignation des prestations commandées ;
- le détail des prix HT en euros ;
- le montant hors taxes des fournitures ;
- le taux et le montant de la TVA et des éventuelles autres taxes applicables au montant de la prestation.

Le titulaire joint à la facture une copie des documents nécessaires à la mise en paiement des prestations.

Par ailleurs, il est demandé au titulaire de transmettre ses factures le plus rapidement possible après le mois écoulé. En effet, passé un certain délai, les créances seront considérées comme prescrites en application des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE XII – Délai global de paiement

La présidence de la République se libère des sommes dues au titre du marché par virement bancaire. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture correspondante.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l' Union européenne en matière économique et financière.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE XIII – Avances

Le titulaire peut bénéficier, sauf renonciation expresse de sa part portée dans l'acte d'engagement, du versement d'une avance. Il sera fait application des dispositions de l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Le montant, le versement ainsi que le remboursement de l'avance sont régis par les articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE XIV – Changements affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité du marché, le prestataire est tenu de communiquer au responsable du service achats et finances, tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société. S'il néglige de se conformer à cette obligation, la présidence ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché.

ARTICLE XV – Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché étant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société. Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation sans indemnités.

ARTICLE XVI – Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions du code de la commande publique. En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE XVII – Résiliation, litiges et contentieux

Les conditions de résiliation énoncées au CCAG/FCS s'appliquent.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses du marché est le tribunal administratif de Paris, sis :

7 rue de Jouy
F-75181 Paris
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Tél : 01 44 59 44 00
Fax : 01 44 59 46 46

ARTICLE XVIII – Prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, la présidence de la République se réserve la possibilité de passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE XIX – Dérogations au CCAG/FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
9.1	14.1	Pénalités pour retard
9.2	14.1	Pénalités pour mauvaise exécution

ANNEXE 1 AU CCAP

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné (e),, m'engage, aux termes du présent engagement, vis à vis de la société, à respecter dans le cadre de la prestation exécutée pour le compte de la présidence de la République les obligations suivantes :

- ne pas utiliser les informations, directement ou indirectement, de quelque manière et à quelque titre que ce soit, pour mon compte ou pour le compte de tiers, ou permettre une telle utilisation, à d'autres fins que celles prévues dans le cadre de la prestation ;
- limiter strictement la divulgation des informations aux seules personnes auxquelles il est nécessaire de les divulguer dans le cadre de la prestation, et à faire adhérer celles-ci au présent engagement de confidentialité ;
- prendre toutes dispositions pour protéger ou garder strictement confidentiel les informations qui m'ont été remises dans le cadre de la prestation ;
- restituer immédiatement ou à détruire toutes les informations et documents et leurs éventuelles reproductions, duplications, copies quand la prestation aura été exécutée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-13 et suivants et 226-16 et suivants du code pénal.

Les obligations contenues dans le présent engagement de confidentialité resteront en vigueur jusqu'à la date de clôture du marché.

Fait à Paris le .../.../...

SIGNATURE

(précédée de la mention "Lu et approuvé")

ANNEXE 2 AU CCAP

ACCORD DE CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par la présidence de la République à la société _____ restent la propriété de la présidence de la République.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat qui la lie à la présidence de la République.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société sus nommée s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du propriétaire des fichiers ou des documents est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers informatisés ou document renfermant des informations relatives à la présidence de la République.

À ce titre, la société sus nommée ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la présidence de la République.

Fait à Paris le .../.../.....(en deux exemplaires)

Pour la présidence de la République

Nom :

Titre :

SIGNATURE

Pour la société

Nom :

Titre :

SIGNATURE